



## DEMANDE DE DEVIS (RFQ)

Fourniture et livraison de produits pharmaceutiques et d'équipements médicaux dans les régions de Gao et de Tombouctou

N° RFQ : MIHR-FY26-197

### **Partie A : Page de garde**

Date d'émission : 25/06/ 2026  
Date de clôture des Questions : 02/07/ 2026 à 10h00  
Date de réponse aux questions : 03/07/ 2026 à 10H00  
Date limite de soumission de proposition : 09/07/ 2026 à 10h00  
Ouverture des plis : 09/07/ 2026 à 10h30

**Description de l'appel d'offres :** Fourniture et livraison de produits pharmaceutiques et d'équipements médicaux dans les régions de Gao et de Tombouctou

- ✓ **Lot 1 : Fourniture et livraison de produits pharmaceutiques à l'Hôpital Regional de Gao , l'Hôpital Regional de Tombouctou, les centres de santé de références de Tombouctou, Dire Goundam, Gao et Ansongo**
- ✓ **Lot 2 : Fourniture et livraison d'équipements médicaux à l'Hôpital Regional de Gao et les centres de santé de références de Gao et Ansongo)**
- ✓ **Lot 3 : Fourniture et livraison d'équipements médicaux à l'Hôpital Regional de Tombouctou, les centres de santé de références de Tombouctou, Dire et Goundam**

**Adresse de livraison :** Conformément à chacun des allotissements

Le projet MIHR, mis en œuvre par JSI Research & Training Institute, Inc. (JSI), lance un appel d'offres auprès de soumissionnaires éligibles et qualifiés pour la fourniture et la livraison de produits pharmaceutiques et d'équipements médicaux dans le cadre d'un contrat de fourniture.

JSI a l'intention de passer un contrat à prix fixe avec le soumissionnaire qui répond le mieux aux objectifs de cet appel d'offres, sur la base des critères d'évaluation décrits dans la présente demande de devis (RFQ), sous réserve d'une évaluation des risques. Les soumissionnaires qualifiés intéressés par la soumission d'un devis sont invités à lire attentivement la présente RFQ afin de comprendre les spécifications et les exigences relatives aux produits, les conditions de soumission des devis, ainsi que le processus d'évaluation et de sélection. Le projet MIHR est financé par le Département d'Etat Américain (DOS) et est soumis à l'ensemble des réglementations et dispositions applicables.

Le présent document constitue uniquement une demande de devis et n'oblige en aucun cas JSI ou la source de financement à attribuer un marché ; il n'engage pas non plus JSI à prendre en charge les frais engagés pour la préparation ou la soumission de commentaires/suggestions ou d'un devis. Les devis sont soumis aux risques et périls du soumissionnaire. Tous les frais de préparation et de soumission sont à la charge du soumissionnaire.

Les soumissionnaires intéressés doivent soumettre leur offre la plus compétitive conformément aux instructions et aux exigences de l'appel d'offres.

La présente demande de devis comprend les parties suivantes :

PARTIE A : Page de garde  
PARTIE B : Instructions aux soumissionnaires



- PARTIE C : Spécifications et exigences relatives aux produits
- PARTIE D : Modèle de formulaire de devis
- PARTIE E : Preuve de responsabilité
- PARTIE F : Certifications et déclarations
- PARTIE G : Conditions générales
- PARTIE H : Conditions générales de répercussion du contrat principal

Toutes les questions, la correspondance et les soumissions relatives à cet appel d'offres doivent être envoyées à : [procurement.ml@jsi.org](mailto:procurement.ml@jsi.org);

JSI s'engage à respecter les normes les plus élevées en matière d'éthique et d'intégrité dans le domaine des marchés publics. JSI applique une tolérance zéro en matière de fraude et interdit strictement les pots-de-vin, les commissions occultes, les gratifications et tout autre cadeau en nature ou en espèces. JSI interdit également strictement toute collusion (entente illicite) entre soumissionnaires, ainsi qu'entre soumissionnaires et le personnel de JSI. JSI sélectionne les soumissionnaires sur la base du mérite et ne retiendra que ceux qui font preuve d'une éthique professionnelle irréprochable. Les soumissionnaires ne doivent pas participer à des ententes illicites ni tenter d'offrir des honoraires, commissions, cadeaux, gratifications ou toute autre forme de compensation, en nature ou en espèces, aux employés de JSI. Les soumissionnaires qui enfreignent cette règle seront exclus de toute collaboration avec JSI. De plus, JSI dispose d'une politique en matière de conflits d'intérêts qui exige que le personnel signale tout conflit d'intérêts potentiel lié à sa relation avec un soumissionnaire et, si nécessaire, s'abstienne de participer à un appel d'offres impliquant ce soumissionnaire. Si, à tout moment, votre organisation soupçonne qu'un employé a enfreint la politique de JSI, vous pouvez signaler ce manquement via la ligne d'assistance du Code de conduite de JSI à l'adresse suivante : [www.jsi.ethicspoint.com](http://www.jsi.ethicspoint.com).

Cordialement,

Dr Aminata TRAORE  
Directrice du projet  
JSI Research & Training Institute, Inc.

## **Partie B : Instructions à l'intention des soumissionnaires**

### **1. DÉFINITIONS**

- Soumissionnaire :** Entité commerciale soumettant une offre pour les biens demandés dans le cadre de la présente demande de devis.
- Contrat :** Le contrat de vente qui devrait être conclu avec le soumissionnaire retenu.
- Fournisseur :** L'entité commerciale à laquelle un contrat a été attribué pour les biens demandés dans le cadre de l'appel d'offres.
- Source de financement :** La principale source de financement de l'activité par l'intermédiaire de JSI.  
La source de financement pour cet appel d'offres est DOS.

### **2. INFORMATIONS SUR L'ÉLIGIBILITÉ**

Cet appel d'offres est ouvert à toutes les entreprises éligibles qui répondent aux critères d'éligibilité ci-dessous.

- Société ou groupement légalement constitué ;
- Copies de l'Agrément (BP<sup>1</sup>, BPD<sup>2</sup> et CPP<sup>3</sup>) pour les postulants du lots 1 ;
- Procuration du signataire de la soumission, le cas échéant ;
- Inscription au registre de commerce (Copie certifiée conforme à l'original) ;
- Certificat de non-faillite « copie certifiée conforme » datant de moins de trois mois en français ;
- Quitus fiscal « copie certifiée conforme » (non applicable pour les fournisseurs de l'extérieur) ;
- Acte de regroupement, le cas échéant

Toutefois l'attributaire provisoire doit fournir obligatoirement dans les 2 jours les pièces suivantes :

- Statuts ;
- Carte d'identification fiscale (pour les nationaux) ;
- Carte professionnelle ou tout autre document authentique ;
- Attestation de l'INPS (pour les nationaux) ;
- Attestation de l'OMH (pour les nationaux).

Les conditions de qualification applicables aux Soumissionnaires sont les suivantes :

#### **- Capacité financière**

Le Soumissionnaire doit fournir la preuve écrite qu'il satisfait aux exigences ci-après :

- Avoir réalisé un chiffre d'affaires moyen pour les trois (03) dernières années (2023-2024 et 2025) au moins égal au montant de l'offres, ce chiffre d'affaires moyen doit être tiré des attestations de bilans délivrées par les services de la direction générale des impôts ;

#### **- Capacité technique et expériences**

Le Soumissionnaire doit prouver, documentation à l'appui qu'il satisfait aux exigences de capacité technique ci-après :

- Respecter la réglementation pharmaceutique du Mali notamment la présentation de la copie de l'Autorisation de Mise sur le Marché (A.M.M.) au Mali des produits constituant les lots pour lesquels ils soumissionnent (Lot 1 )
- Fournir obligatoirement les copies de l'Agrément (BP, BPD et CPP) (Lot 1) ;
- La Licence d'Exploitation (autorisation d'exploitation) du soumissionnaire, (copie certifiée conforme à l'originale) en Français ou accompagnée d'une traduction succincte en français.

---

<sup>1</sup> Certificat de Bonnes Pratiques

<sup>2</sup> Certificat de Bonnes Pratiques de Distribution

<sup>3</sup> Certificat ou Licence de Produits Pharmaceutiques



- Le cahier des spécifications techniques (Annexe 1) paraphé, daté et signé ;

Le Soumissionnaire doit prouver, documentation à l'appui, qu'il satisfait aux exigences d'expérience ci-après :

- Trois marchés de Fourniture de médicaments essentiels ou d'équipements médicaux sur les trois dernières années soit 2022 -2025 avec procès-verbaux de réception définitive ou attestation de bonne fin d'exécution en français

Le Soumissionnaire doit fournir la preuve écrite que les produits pharmaceutiques et équipements qu'il propose remplissent la (les) condition(s) d'utilisation et d'autorisation conformément aux normes pharmaceutiques en vigueur en République du Mali.

### 3. INSTRUCTIONS GÉNÉRALES DE SOUMISSION

Les soumissionnaires sont invités à lire l'intégralité du document d'appel d'offres et à s'assurer que leur offre répond à tous les points mentionnés dans les instructions de soumission et satisfait aux critères de sélection. Toutes les offres doivent être soumises avant la date limite indiquée sur la page de garde du présent appel d'offres. Les offres reçues après cette date et cette heure ne seront pas prises en considération.

***Un soumissionnaire pourrait postuler pour les 3 Lots mais ne pourrait se voir octroyer plus de deux lots.***

***Aussi JSI se réserve le droit de la variation des quantités aux besoins dans une fourchette maximum de plus ou moins 20% pour chacun des lots.***

#### **a. Manifestation d'intérêt**

Tous les soumissionnaires intéressés par la soumission d'une offre en réponse à la présente demande de devis doivent manifester leur intérêt en informant JSI par e-mail à l'adresse indiquée sur la page de garde, avec pour objet « RFQ n° : MIHR- FY26-197 ». Cela permettra de garantir que tous les soumissionnaires intéressés reçoivent les réponses à leurs questions et toute autre communication relative à la demande de devis.

#### **b. Questions**

Toutes les questions concernant cet appel d'offres doivent être formulées par écrit et soumises avant la date et l'heure indiquées, à l'adresse e-mail figurant sur la page de garde du présent appel d'offres. Les questions et demandes de clarification, ainsi que les réponses y afférentes, seront transmises à tous les soumissionnaires ayant manifesté leur intérêt pour cet appel d'offres .

Seules les réponses écrites fournies par JSI seront considérées comme officielles et auront une valeur dans le cadre du processus d'appel d'offres et de l'évaluation qui s'ensuivra. Toute réponse reçue en dehors du canal officiel, qu'elle soit verbale ou écrite, de la part de tout autre employé de JSI ou du MIHR, ou de toute autre partie, ne sera pas considérée comme une réponse officielle concernant cet appel d'offres.

### 4. INSTRUCTIONS RELATIVES À L'OFFRE

Les soumissionnaires doivent fournir les informations suivantes en réponse à cet appel d'offres.

- a. Lettre d'appel d'offre
- b. Formulaire de devis
- c. Informations sur l'entreprise
- d. Formulaire de preuve de responsabilité (voir partie D)
- e. Certifications et déclarations (voir partie E)

#### **a. Lettre d'accompagnement ou de soumission (annexe 2)**

La lettre de soumission doit inclure :

- le nom et les coordonnées du soumissionnaire (adresse, e-mail, numéro de téléphone) ;

- Nom et signature de la personne habilitée à signer l'offre et à négocier un éventuel contrat ;
- Statut juridique et d'enregistrement de l'offrant ; et
- Numéro d'enregistrement unique de l'offrant et numéro d'identification fiscale, le cas échéant.

**b. Formulaire de devis (Annexe 3)**

Les devis doivent être fournis sur papier à en-tête du fournisseur et inclure les informations obligatoires suivantes :

- Spécifications énumérées dans la partie C de la présente demande de devis
- Prix unitaires et prix total, en XOF
- Coûts distincts de l'assurance, de l'expédition et de la manutention, ainsi que de la livraison, sur une base tout compris
- Les prix indiqués doivent être exprimés selon les Incoterms. Les prix indiqués seront régis par les règles prescrites dans l'édition 2020 des Incoterms publiée par la Chambre de commerce internationale. Le devis doit inclure la désignation Incoterms applicable.
- Toutes les taxes applicables, y compris la TVA, les droits d'accise ou autres taxes, doivent être indiquées séparément
- Informations relatives à la garantie, y compris la durée et la couverture de la garantie
- Délai de livraison estimé des marchandises à l'adresse de livraison indiquée sur la page de garde de la présente demande de devis
- Période de validité de l'offre, qui ne doit pas être inférieure à la période de validité de l'offre établie ci-dessous

Les soumissionnaires doivent le modèle de devis fourni dans l'annexe 3 de la présente demande de devis. Le devis doit inclure toutes les informations requises dans la présente demande de devis et l'annexe 3.

Veillez noter que dans le cadre d'un contrat à prix fixe, les travaux doivent être réalisés dans les limites du prix total spécifié. Toute dépense engagée au-delà du montant convenu dans le contrat sera à la charge du fournisseur et non de JSI ou de la source de financement. Par conséquent, il est vivement recommandé au soumissionnaire de fournir son devis le plus compétitif et le plus réaliste possible afin de couvrir tous les coûts d'exécution prévisibles nécessaires pour satisfaire aux exigences de la présente demande de devis.

**c. Informations sur l'entreprise**

- Inscription au registre de commerce (Copie certifiée conforme à l'original);
- Certificat de non-faillite « copie certifiée conforme » datant de moins de trois mois en français ;
- Quitus fiscal « copie certifiée conforme » (non applicable pour les fournisseurs de l'extérieur) ;
- Acte de regroupement, le cas échéant
- Copies de l'Agrément (BP, BPD et CPP) pour les postulants du lots 1 ;
- La Licence d'Exploitation (autorisation d'exploitation) du soumissionnaire, (copie certifiée conforme à l'originale) pour les postulants du lots 1
- Procuration du signataire de la soumission, le cas échéant ;
- Copies de références similaires (procès-verbaux de réception définitive ou attestation de bonne fin d'exécution, etc.)
- Copie des attestations de bilans des années 2025, 2024, et 2023 délivrées par les services de la direction générale des impôts ;
- Le cahier des spécifications techniques paraphé, daté et signé (annexe 1)

**d. Preuve de responsabilité**



Le soumissionnaire doit remplir et signer le formulaire de preuve de responsabilité figurant dans la partie E de l'appel d'offres et le joindre à son devis.

#### e. Certifications et déclarations

Le soumissionnaire doit remplir et signer les attestations et déclarations figurant dans la partie F de l'appel d'offres et les joindre à son devis.

### 5. ORIGINE/ NATIONALITÉ

Tous les biens et services proposés en réponse à la présente demande de devis doivent satisfaire aux exigences en matière d'origine et de nationalité énoncées dans le Code des règlements fédéraux des États-Unis, 22 CFR 228. Soudan (Nord), Syrie, Cuba, l'Iran et la Corée du Nord sont des pays d'origine interdits et aucun bien ne peut être produit ou provenant de ces pays.

Le code géographique autorisé pour cet appel d'offres est le 937. Le code 937 désigne les États-Unis, le pays coopérant et les pays en développement autres que les pays en développement avancés, à l'exclusion des sources interdites. Cela signifie que les biens ou services ne provenant pas du pays coopérant ne peuvent être fournis qu'à partir des États-Unis ou d'un pays en développement (à l'exclusion des pays en développement avancés). Un « pays en développement » désigne tout pays classé par la Banque mondiale comme pays à *faible revenu* ou à *revenu intermédiaire inférieur* en fonction de son revenu national brut par habitant, ainsi que le pays coopérant. Un « pays en développement avancé » désigne tout pays classé par la Banque mondiale comme pays à *revenu intermédiaire supérieur* en fonction de son revenu national brut par habitant, à l'exclusion du pays coopérant. Une liste actualisée des pays répondant aux définitions de « pays en développement » et de « pays en développement avancé » est disponible à l'adresse suivante : <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519-world-bank-country-and-lending-groups>

Les soumissionnaires NE DOIVENT PAS fournir de biens et/ou de services qui utilisent des produits de télécommunications et de vidéosurveillance des sociétés suivantes : Kaspersky Labs, Huawei Technology Company, ZTE Corporation, Hytera Communications Corporation, Hangzhou Hikvision Digital Technology Company, Dahua Technology Company, ou toute filiale ou société affiliée de ces entreprises, conformément à la FAR 52.204-25

### 6. EXAMEN DES DEVIS

Les offres feront l'objet d'un examen préliminaire visant à vérifier leur conformité de base et leur exhaustivité. Les offres doivent être soumises dans les délais impartis et répondre à toutes les exigences de l'appel d'offres. Les offres ne répondant pas à ces exigences ne seront pas prises en considération.

JSI évaluera les offres conformes sur la base du « meilleur rapport qualité-prix », en tenant compte de divers facteurs, notamment, mais sans s'y limiter, l'acceptabilité technique des biens/services proposés, la qualité des produits, le prix, les délais de livraison, la garantie et les performances antérieures. Ci-dessous la grille d'évaluation des offres acceptables.

Points	Critères	Détails d'évaluation
Éliminatoire	Documents administratifs obligatoires	<p>NIF/Quitus Fiscal (ajouter les documents administratifs requis)</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Inscription au registre de commerce (Copie certifiée conforme à l'original);</li><li>• Certificat de non-faillite « copie certifiée conforme » datant de moins de trois mois en français ;</li><li>• Quitus fiscal « copie certifiée conforme » (non applicable pour les fournisseurs de l'extérieur) ;</li><li>• Acte de regroupement, le cas échéant</li><li>• Copies de l'Agrément (BP, BPD et CPP) pour les postulants du lots 1 ;</li><li>• La Licence d'Exploitation (autorisation d'exploitation) du soumissionnaire, (copie certifiée conforme à l'originale) pour les postulants du lots 1</li><li>• Procuration du signataire de la soumission, le cas échéant ;</li></ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Copies de références similaires (procès-verbaux de réception définitive ou attestation de bonne fin d'exécution, etc.)</li> <li>• Copie des attestations de bilans des années 2025, 2024, et 2023 délivrées par les services de la direction générale des impôts ;</li> <li>• Le cahier des spécifications techniques paraphé, daté et signé (annexe 1)</li> </ul> <p><b>Toute offre incomplète sera rejetée</b></p>
70	Offre financière	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Être présentés en monnaie locale (FCFA) ;</li> <li>- Coût total (incluant livraison et garantie)</li> <li>- Indiquer séparément la TVA, si applicable ;</li> <li>- Mentionner la période de validité de l'offre (minimum 90 jours) ;</li> </ul>
30	Délai de livraison	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Délai de 1 à 15 jours apprécié</li> <li>- Délai de 16 à 29 jours est passable</li> <li>- Délai de 30 à 45 jours est la limite acceptable</li> </ul>
100	Total	

## 7. VALIDITÉ DES DEVIS

L'offre du soumissionnaire doit rester valable pendant au moins 90 jours civils après la date limite indiquée ci-dessus. Les offres doivent être signées par un responsable habilité à engager le soumissionnaire au titre de leurs dispositions.

## 8. LANGUE

L'offre, ainsi que la correspondance et les documents connexes, doivent être rédigés en français.

## 9. CONDITIONS D'ATTRIBUTION

L'attribution résultant de cet appel d'offres comprendra des conditions générales conformes à celles de la partie G et à toutes les conditions générales de l'attribution principale de la source de financement incluses dans la partie H.

## 10. CONDITIONS DE LIVRAISON

Tous les articles doivent être livrés à l'adresse indiquée sur la page de garde de la présente demande de devis et dans les délais ou aux dates de livraison spécifiés dans le devis du soumissionnaire. Le soumissionnaire doit fournir un délai de livraison réaliste, en tenant compte de tous les facteurs intervenants entre la réception du contrat et la livraison à la destination requise. JSI peut imposer des pénalités financières en cas de non-respect des délais de livraison engagés.

## 11. NÉGOCIATIONS

L'offreur est invité à soumettre son offre la plus compétitive. Il est prévu que tout contrat attribué le soit exclusivement sur la base de l'offre soumise par l'offreur. Toutefois, JSI se réserve le droit de demander des réponses à des questions techniques et financières supplémentaires qui pourraient faciliter la négociation et l'attribution d'un contrat. JSI se réserve également le droit de mener des négociations sur des questions techniques ou financières avant l'attribution du contrat. Au cas où aucun accord ne pourrait être conclu avec un soumissionnaire, JSI pourra entamer des négociations avec d'autres soumissionnaires en vue d'attribuer un contrat, sans aucune obligation envers les soumissionnaires précédemment pris en considération.

## 12. REJET DES DEVIS

Le présent document constitue uniquement une demande de devis et n'oblige en aucun cas JSI ou la source de financement à attribuer un marché. JSI se réserve le droit de rejeter tout ou partie des devis reçus, de négocier séparément avec tout ou partie des soumissionnaires concurrents, sans justification, ou d'annuler la demande de devis. Les soumissionnaires dont le devis n'aura pas été retenu en seront informés.



### **13. COÛTS ENGAGÉS**

JSI n'est pas responsable des frais engagés par les soumissionnaires lors de la préparation, de la soumission ou de la négociation d'une attribution dans le cadre de la présente demande de devis. Ces frais sont à la charge exclusive du soumissionnaire.

### **14. MODIFICATIONS**

JSI se réserve le droit, à sa seule discrétion, de modifier la demande, de modifier le processus de sélection, ou de modifier ou d'amender les spécifications et les termes de référence spécifiés dans la présente demande de devis.





**Partie C : Spécifications et exigences relatives au produit**

**Voir Annexe 2**



**PARTIE D : MODÈLE DE FORMULAIRE DE DEVIS** (Voir Annexe 3)

## **Partie G : Conditions générales**

1. **MARCHANDISES ET SERVICES CONNEXES** : Le fournisseur doit livrer les marchandises et les services décrits dans le bon de commande (BC), du type, en la quantité, à la date de livraison et au prix indiqués dans le BC. La quantité des marchandises et des services doit être conforme en tous points aux exigences du BC. Tous les biens (y compris, sans s'y limiter, les matériaux, pièces, composants et sous-ensembles) doivent être neufs, non utilisés, non reconditionnés et non remis à neuf.
2. **INSPECTION/RÉCEPTION** : Le Fournisseur ne soumettra à la réception que les articles ou services conformes aux exigences du présent bon de commande. JSI se réserve le droit d'inspecter ou de tester tout produit ou service soumis à la réception. JSI peut exiger la réparation ou le remplacement des produits non conformes ou la réexécution des services non conformes sans augmentation du prix du bon de commande. JSI doit exercer ses droits post-réception : (1) Dans un délai raisonnable après la découverte du défaut ou après la date à laquelle celui-ci aurait dû être découvert ; et (2) Avant que tout changement substantiel ne survienne dans l'état de l'article, à moins que ce changement ne soit dû au défaut de l'article. JSI dispose du pouvoir unilatéral de déterminer si les résultats de la prestation ont été atteints.
3. **EXIGENCES RELATIVES AUX FACTURES** : Les factures doivent être soumises avant le paiement. Chaque facture doit indiquer le nom et l'adresse du Fournisseur, le numéro de facture, le numéro de bon de commande, les dates d'exécution, les quantités et les prix unitaires, les taxes (le cas échéant) et le montant total à payer. Elle doit également préciser les marchandises qui ont été livrées, les services qui ont été rendus et/ou les livrables qui ont été fournis, comme condition préalable au paiement. Dès l'acceptation des marchandises, des services ou des livrables par JSI, le paiement sera effectué au Fournisseur conformément aux conditions de paiement et dans la devise indiquée sur le bon de commande.
4. **RÉSILIATION POUR CONVENANCE** : JSI se réserve le droit de résilier le présent bon de commande, ou toute partie de celui-ci, pour sa convenance. En cas d'une telle résiliation, le Fournisseur cessera immédiatement tous les travaux prévus aux termes des présentes et fera immédiatement cesser les travaux de tous ses fournisseurs et sous-traitants. Sous réserve des conditions du bon de commande, le Fournisseur sera payé un pourcentage du prix du bon de commande correspondant au pourcentage des travaux effectués avant la résiliation.
5. **RÉSILIATION POUR MOTIF VALABLE** : JSI se réserve le droit de résilier le présent bon de commande, ou toute partie de celui-ci, pour motif valable en cas de manquement de la part du Fournisseur, ou si le Fournisseur ne respecte pas les conditions générales du bon de commande, ou ne fournit pas à JSI des garanties suffisantes quant à ses performances futures. En cas de résiliation pour motif valable, JSI ne sera pas tenue responsable des fournitures ou services non acceptés, et le Fournisseur sera redevable envers JSI de tous les droits et recours prévus par la loi.
6. **GARANTIE** : Le fournisseur garantit que les biens et/ou services livrés et fournis en vertu des présentes sont conformes aux exigences du bon de commande, exempts de vices cachés, et qu'ils sont de qualité marchande et adaptés à l'usage spécifique décrit dans le bon de commande (ou, si aucun usage n'est spécifiquement décrit, aux usages auxquels les biens ou services, selon le cas, sont habituellement destinés).
7. **MODIFICATIONS** : Les modifications des conditions générales du présent bon de commande ne peuvent être apportées que par un avenant écrit émis par JSI.
8. **RISQUE DE PERTE** : Sauf disposition contraire expresse du bon de commande, le risque de perte ou de détérioration des fournitures fournies en vertu du présent bon de commande reste à la charge du Fournisseur jusqu'à la livraison des fournitures à JSI à la destination spécifiée dans le bon de commande, date à laquelle il est transféré à JSI. Cette clause s'applique uniquement aux marchandises.
9. **PRESTATAIRE INDÉPENDANT** : La relation entre les Parties en vertu du présent bon de commande est celle de prestataires indépendants, et aucune disposition des présentes ne saurait être interprétée comme créant une relation de partenaires, de coentreprise, d'agent et de mandant, d'employeur et d'employé, ou toute autre relation que celle de prestataires indépendants. À aucun moment, aucune des Parties ne prendra d'engagements ni n'engagera de frais ou de dépenses pour le compte ou au nom de l'autre Partie.
10. **CONFIDENTIALITÉ** : Le Fournisseur s'engage à traiter toutes les informations fournies par JSI ou recueillies dans le cadre de la prestation de services comme confidentielles et privilégiées, et à ne pas publier, diffuser ou partager de quelque manière que ce soit ces informations avec des tiers sans le consentement écrit de JSI. Le Fournisseur s'engage également à ne pas utiliser ces informations à d'autres fins que l'exécution de ses obligations au titre du présent bon de commande sans le consentement écrit de JSI.
11. **DROITS SUR LES PRODUITS DU TRAVAIL** : Le Fournisseur accepte que JSI conserve l'intégralité des droits, titres et intérêts sur tous les livrables, données et autres éléments de propriété intellectuelle produits par le Fournisseur dans le cadre du présent bon de commande (collectivement dénommés « Produits du travail »). Le Fournisseur accepte que le Produit du travail soit une commande spéciale et une œuvre réalisée sur commande, et que JSI soit considérée comme



l'auteur aux fins du droit d'auteur. Dans la mesure où un Produit du travail n'est pas considéré comme une œuvre réalisée sur commande, le Fournisseur cède par les présentes à JSI tous ses droits, titres et intérêts sur ce Produit du travail.

12. **PRIX :** Les prix (prix unitaires et prix globaux) spécifiés dans le bon de commande sont fermes, fixes et globaux, incluant toutes les taxes ou droits applicables, et couvrent l'exécution de toutes les obligations du Fournisseur au titre du bon de commande, y compris, sans s'y limiter, la livraison des biens et/ou la prestation des services conformément aux conditions de livraison du bon de commande et l'exécution de tous les services associés et connexes.
13. **DOMMAGES-INTÉRÊTS FORFAITAIRES :** Les deux parties reconnaissent que le délai de livraison fixé dans le présent bon de commande/contrat est une condition essentielle, ainsi que la difficulté de déterminer, au moment de la conclusion du contrat, la nature et le montant précis des dommages réels que JSI subira en cas de retard d'exécution de la part du Fournisseur. En cas de retard d'exécution, JSI se réserve le droit, en plus de tout autre recours prévu par le présent bon de commande, de retenir à titre de pénalité forfaitaire sur tout paiement dû au Fournisseur un montant égal à un pour cent (1 %) du coût du bon de commande pour chaque semaine complète de retard ou fraction de celle-ci, à compter de la date fixée par le bon de commande. Le montant total des dommages-intérêts forfaitaires sera toutefois limité à dix pour cent (10 %) de la valeur du contrat en retard. Les parties conviennent que ces montants représentent une estimation raisonnable des dommages réels anticipés au moment de la conclusion du contrat, et confirment qu'ils ont été négociés et convenus sur.
14. **EXCLUSION, SUSPENSION, INÉLIGIBILITÉ ET EXCLUSION VOLONTAIRE :** Le Fournisseur certifie que ni lui-même ni ses dirigeants ne font actuellement l'objet d'une exclusion, d'une suspension, d'une proposition d'exclusion, d'une exclusion ou de toute autre forme de disqualification de la participation à cette transaction par un département ou une agence du gouvernement fédéral américain, et qu'il n'est pas en retard dans le paiement de ses impôts au niveau fédéral ou des États.
15. **RESPECT DES SANCTIONS AMÉRICAINES :** Le Fournisseur déclare que : 1) lui-même et, à sa connaissance, ses propriétaires, dirigeants et sociétés affiliées ne font pas l'objet de sanctions économiques administrées par l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Département du Trésor, et ; 2) sauf autorisation de l'OFAC, les marchandises livrées au titre du présent contrat, y compris tout composant ou ingrédient de celles-ci, ne sont pas fabriquées dans un pays sanctionné ni proviennent d'un pays, d'une personne ou d'une organisation soumis aux sanctions de l'OFAC. Les entités et les personnes physiques soumises à des sanctions économiques figurent sur la liste des ressortissants spécialement désignés et des personnes bloquées de l'OFAC, disponible à l'adresse <http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/SDN-List/Pages/default.aspx>.
16. **MISE EN ŒUVRE DU DÉCRET PRÉSIDENTIEL 13224 – DÉCRET PRÉSIDENTIEL SUR LE FINANCEMENT DU TERRORISME :** Il est rappelé au fournisseur que les décrets présidentiels américains et la législation américaine interdisent les transactions avec des personnes et des organisations associées au terrorisme, ainsi que la fourniture de ressources et de soutien à celles-ci. Cela inclut les personnes ou entités figurant sur la liste des ressortissants spécialement désignés et des personnes bloquées tenue par le Trésor américain (disponible en ligne à l'adresse : <http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/SDN-List/Pages/default.aspx>) ou sur la liste consolidée du Conseil de sécurité des Nations unies (<https://www.un.org/securitycouncil/content/un-sc-consolidated-list>). Il incombe légalement au Fournisseur de veiller au respect de ces décrets et lois.
17. **CODE DE CONDUITE ET INFORMATIONS OBLIGATOIRES :**
  - a. JSI s'engage à respecter des normes élevées en matière d'éthique et d'intégrité et attend la même chose de ses partenaires. Le Fournisseur doit se comporter de manière éthique et dans le respect des lois applicables. Cela inclut l'exercice de la diligence raisonnable pour prévenir et détecter la fraude, ainsi que tout autre comportement criminel ou contraire à l'éthique.
  - b. Le Fournisseur certifie qu'il n'existe aucun conflit d'intérêts réel ou potentiel qui entrerait en conflit, de quelque manière ou à quelque degré que ce soit, avec l'exécution de ses obligations au titre du présent bon de commande. Le Fournisseur doit divulguer à JSI tout conflit d'intérêts réel ou potentiel qui existe actuellement ou qui survient au cours de l'exécution.
  - c. Le Fournisseur ne proposera ni n'acceptera d'argent, de cadeaux ou d'autres objets de valeur, directement ou indirectement, dans le but d'influencer indûment tout acte ou décision relatif au présent bon de commande. Le Fournisseur certifie qu'aucun fonds fédéral n'a été versé ni ne sera versé à quiconque pour influencer ou tenter d'influencer, en son nom, une agence, un membre du Congrès, ou un employé ou dirigeant de ceux-ci, en rapport avec l'attribution du présent bon de commande.
  - d. S'il s'agit d'un bon de commande portant sur des services, le Fournisseur ne doit exercer aucune discrimination à l'encontre des bénéficiaires visés par le programme pour lequel les services sont fournis, notamment, mais sans s'y limiter, en retenant, en compromettant ou en refusant l'accès équitable aux avantages offerts par le programme sur la base de tout facteur non expressément mentionné dans le présent bon de commande.
  - e. JSI applique une tolérance zéro envers la traite des êtres humains, toute forme d'exploitation, d'abus sexuel, de maltraitance ou de négligence envers les enfants. Cette tolérance zéro s'étend aux actions de ses partenaires commerciaux et de leurs employés.

- (1) La politique de lutte contre la traite des êtres humains de JSI fait partie intégrante du présent bon de commande. Cette politique interdit au Fournisseur, à ses employés, à ses sous-traitants et aux employés de ses sous-traitants de se livrer à la traite des êtres humains, à l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, au recours au travail forcé et à tout autre acte qui soutient ou favorise directement la traite des êtres humains. Cette politique exige également que le Fournisseur signale immédiatement à JSI toute information obtenue laissant supposer qu'un employé, un sous-traitant ou un employé de sous-traitant s'est livré à la traite des personnes, a sollicité des services sexuels à des fins commerciales ou a eu recours au travail forcé dans le cadre de l'exécution du présent bon de commande. En signant le présent bon de commande, le Fournisseur confirme avoir lu, compris et accepté de se conformer à la Politique anti-traite de JSI/WEI publiée à l'adresse <http://www.jsi.com/anti-trafficking-policy>.
  - (2) Les normes de comportement de JSI en matière de protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA) et les normes de comportement en matière de protection de l'enfance sont intégrées au présent bon de commande. Le Fournisseur s'engage à se conformer à ces normes et à interdire à son personnel, à ses sous-traitants et à ses autres agents de se livrer à l'exploitation, aux abus sexuels, à la maltraitance ou à la négligence envers les enfants, de soutenir ou d'encourager ces actes, ou d'ignorer intentionnellement ou de ne pas donner suite aux allégations de tels actes. Les comportements interdits par ces normes comprennent, sans s'y limiter : les activités sexuelles avec des enfants ; les abus sexuels, physiques ou émotionnels sur des enfants, y compris le travail des enfants ; les relations sexuelles avec des bénéficiaires impliquant un usage abusif de son rang ou de sa position ; et l'échange d'argent, d'emploi, de biens ou de services contre des faveurs sexuelles, y compris les faveurs sexuelles, ou toute autre forme de comportement humiliant, dégradant ou d'exploitation envers les enfants et d'autres populations vulnérables.  
  
Le fournisseur doit immédiatement signaler à JSI toute allégation crédible d'exploitation, d'abus sexuel ou de maltraitance et de négligence envers les enfants en rapport avec le présent bon de commande. Les normes de comportement PSEA et les normes de comportement en matière de protection de l'enfance de JSI sont incluses dans la politique de protection de JSI publiée à l'adresse <https://www.jsi.com/safeguarding-policy/>
  - (3) Le fournisseur est tenu de mettre en place et de maintenir des procédures visant à prévenir et à traiter les violations de ces exigences en matière de lutte contre la traite et de protection. Toute violation de ces politiques par le fournisseur peut entraîner la résiliation du bon de commande, ainsi que des mesures supplémentaires si nécessaire (par exemple, le signalement aux autorités compétentes ou au bailleur de fonds).
- f. Outre les autres obligations de signalement prévues par la présente clause, le Fournisseur doit communiquer à JSI, en temps opportun, toute preuve crédible reçue faisant état de fraude, de conflit d'intérêts, de corruption, de violations des règles en matière de gratifications ou de discrimination susceptible d'affecter le présent bon de commande ou le contrat principal. Le Fournisseur ne doit pas licencier, rétrograder ou exercer toute autre forme de discrimination à l'encontre d'un employé en représailles à la divulgation, par celui-ci, d'informations en vertu de la présente disposition à JSI, à un membre du Congrès ou à un fonctionnaire habilité d'une agence fédérale.
  - g. Le Fournisseur doit soumettre les divulgations ou rapports obligatoires requis par la présente clause à la ligne d'assistance du Code de conduite de JSI par téléphone au 1-855-715-2899 ou en ligne à l'adresse [www.jsi.ethicspoint.com](http://www.jsi.ethicspoint.com).
18. **RESPECT DES LOIS** : Le Fournisseur certifie qu'il se conformera aux lois du ou des pays où le bon de commande sera exécuté, et que ses employés sont autorisés à travailler aux États-Unis en vertu de la législation américaine, ainsi que dans le ou les pays d'exécution. Le fournisseur garantit expressément qu'il se conforme à toutes les lois fédérales, étatiques et locales applicables, telles que modifiées, y compris, le cas échéant, les articles 41 CFR 60-1.4, 41 CFR 60-250.4 et 41 CFR 60-741.4, en matière de non-discrimination dans l'emploi fondée sur la race, la religion, la couleur, l'origine nationale ou le sexe, d'égalité des chances, de discrimination positive, d'emploi des anciens combattants handicapés et des anciens combattants de la guerre du Vietnam, ainsi que d'emploi des personnes handicapées.
  19. **RECOURS** : La violation de l'une des conditions générales du présent bon de commande constitue un motif de résiliation de la mission et peut entraîner l'exclusion du Fournisseur de toute mission future avec JSI. L'exercice de ces droits ne limite pas le droit de JSI de rechercher également tout autre recours juridique.
  20. **INDEMNISATION** : Le Fournisseur s'engage à indemniser et à dégager JSI de toute responsabilité en cas de réclamation, poursuite, perte, dommage, coût ou dépense (y compris les honoraires d'avocat raisonnables) découlant de ou liés à la négligence du Fournisseur, à une faute intentionnelle, à une violation du présent bon de commande ou à tout autre acte illicite lié de quelque manière que ce soit aux activités prévues par le présent bon de commande.
  21. **LITIGES** : En cas de réclamations ou de litiges découlant de ou liés au présent bon de commande, les parties mettront tout en œuvre pour régler ces réclamations ou litiges. À cet effet, elles se consulteront et négocieront de bonne foi et, reconnaissant leurs intérêts mutuels, tenteront de parvenir à une solution juste et équitable satisfaisante pour les deux parties. Si elles ne parviennent pas à trouver une telle solution dans un délai de soixante (60) jours, l'une ou l'autre des parties peut soumettre le litige à l'arbitrage, qui constituera le mode exclusif de résolution de ces litiges. L'arbitrage se déroulera à Boston, dans le Massachusetts, ou, si JSI estime à sa seule discrétion qu'il serait plus opportun, dans le pays



d'exécution. L'arbitrage sera administré par le Centre international pour le règlement des différends de l'American Arbitration Association, conformément à son règlement d'arbitrage international, devant un arbitre unique désigné conformément à ce règlement. Les résultats de l'arbitrage seront définitifs et contraignants pour les parties et se substitueront à tout autre recours. La sentence arbitrale pourra être enregistrée auprès de tout tribunal compétent.

22. FORCE MAJEURE : Aucune des parties ne sera tenue de verser des dommages-intérêts pour tout manquement à ses obligations au titre des présentes si ce manquement est causé par un cas de force majeure, y compris, sans s'y limiter, les catastrophes naturelles, les restrictions gouvernementales, les guerres, les insurrections et/ou toute autre cause échappant au contrôle raisonnable de la partie dont l'exécution est affectée.
23. GÉNÉRALITÉS :
- a. Le présent bon de commande constitue l'accord unique et complet entre les parties concernant l'objet des présentes, et remplace tous les accords, ententes et documents antérieurs relatifs à cet objet. Le présent bon de commande ne peut être modifié que par un acte signé par les représentants autorisés des deux parties.
  - b. Chaque disposition du présent bon de commande est réputée divisible. Si une clause ou une disposition du présent bon de commande est illégale ou invalide pour quelque raison que ce soit, cette illégalité ou invalidité n'affectera pas la légalité ou la validité du reste du présent bon de commande, et toutes les autres dispositions du présent bon de commande resteront pleinement en vigueur.
  - c. Le présent bon de commande sera interprété conformément au droit matériel du Commonwealth du Massachusetts.



## **Partie H : Conditions et clauses de répercussion du contrat principal**

*Les dispositions suivantes issues du contrat principal conclu entre JSI et la source de financement seront intégrées au contrat envisagé. Les soumissionnaires sont invités à prendre connaissance de ces dispositions avant de soumettre leur offre.*

Sauf indication contraire manifeste :

- Toute référence à la Source de financement sera réputée désigner « JSI »
- Toute référence au « Contractant » ou à une désignation similaire sera réputée désigner le « Fournisseur »